

VIVRE ET PAS SURVIVRE

FACE À LA FLAMBÉE DES PRIX,

ENSEMBLE POUR

L'AUGMENTATION GÉNÉRALE

DES SALAIRES !

Au cas improbable où certains patrons seraient tentés de céder des augmentations de salaire face à la hausse des prix, le gouvernement, par la voie du ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, cherche à les en dissuader : il ne faudrait pas que l'augmentation des salaires relance l'inflation ! Ben voyons ! Qu'on sache, les salaires restent quasiment bloqués et les prix continuent de s'envoler !

En repoussant à plus tard les augmentations de salaire, patronat et gouvernement veulent profiter de la situation et créer un décalage entre les prix et les salaires : depuis un an, les patrons sont incités à ne céder que des primes et le pouvoir d'achat des salaires proprement dits a donc baissé. De 4,7 % en moyenne, davantage pour ceux dont les plus gros postes de dépenses sont consacrés à l'alimentation et à l'énergie.

C'est devenu intolérable. Dans les ateliers, dans les bureaux, sur les marchés, les difficultés à joindre les deux bouts sont dans toutes les lèvres. Nous ne pouvons pas nous laisser appauvrir ainsi !

Depuis des mois, des grèves éclatent pour des augmentations de salaire. En France, mais aussi en Angleterre, aux États-Unis et ailleurs. Les confédérations syndicales ne montrent aucune volonté de coordonner les efforts pour arracher de vraies augmentations.

Travailleuses et travailleurs, militants syndicaux et politiques déterminés et non résignés, mettons en œuvre tous les moyens pour le faire par nous-mêmes.

**SE LOGER :
UN « DROIT »
DE PLUS EN PLUS
COÛTEUX !**

Si la hausse des loyers n'est « que » de 3 % en moyenne sur deux ans, du fait notamment du plafonnement instauré provisoirement par le gouvernement, toutes les autres factures ont explosé. En particulier l'électricité, le gaz et les autres combustibles (+ 36 %). Avant même ces hausses, les ménages devaient consacrer le tiers de leur budget pour se loger et se chauffer, contre seulement 20 % il y a 60 ans. Un surcoût qui prend à la gorge les classes populaires. Les retards de paiement des loyers ont ainsi explosé en trois ans : un quart des locataires ne parvient plus à payer son loyer dans les temps en 2023, contre moins de un sur dix en 2020.

**SE DÉPLACER :
UNE OBLIGATION
HORS DE PRIX !**

Les tarifs des transports ont augmenté de 16 % depuis 2021, avec officiellement + 25 % pour les carburants, mais bien plus si l'on se fie aux tarifs affichés en station. Qui peut déboursier aujourd'hui les 80 euros nécessaires pour un plein sans s'inquiéter pour la fin du mois ? Et ce sont encore + 11 % d'augmentation pour le train, + 18 % pour les autocars et + 43 % pour l'avion, privant une personne sur quatre d'un départ en vacances. À Paris, le passe Navigo a grimpé de 12 % en 2023 et la Région prévoit une nouvelle hausse en janvier 2024.

**PRIX :
UNE HAUSSE QUI TOUCHE
LES CLASSES POPULAIRES
DE PLEIN FOUET**

Avec des prix qui ont augmenté en moyenne de 21 % sur deux ans dans la grande distribution, chaque passage au supermarché devient une source d'angoisse.

Pourtant, les prix agricoles régressent depuis maintenant plus d'un an. S'il y a eu une envolée à la suite de la pandémie, puis le déclenchement de la guerre en Ukraine, celle-ci est désormais derrière nous. Les céréales, les oléagineux ou les fruits et légumes frais sont même vendus moins cher qu'il y a deux ans par les agriculteurs, sans que cela ne se traduise sur les étiquettes en supermarché. **Les patrons de l'agroalimentaire et du commerce empochent la différence.**

L'alimentation est l'un des postes les plus importants dans le budget des ménages, avec le logement et les transports. Trois domaines où les prix montent en flèche.

**SE NOURRIR CORRECTEMENT :
UN LUXE ?**

L'alimentaire a particulièrement contribué à la hausse, avec des records à + 60 % pour le sucre, + 39 % pour les pâtes, + 37 % pour la farine, + 36 % pour l'huile alimentaire, + 25 % pour les pommes de terre : des aliments de base de bien des foyers. Il faut se serrer la ceinture ou trouver des solutions alternatives. En deux ans, la consommation alimentaire a chuté de 10 % en volume (c'est-à-dire en quantité, indépendamment des prix).



LES CLASSES POPULAIRES RÉDUITES À COMPTER CHAQUE CENTIME !

Les Restos du cœur distribuent 30 millions de repas supplémentaires par rapport à 2022, soit 1,3 million de personnes en plus. Et pourtant, le gouvernement a réduit les subventions publiques au fil des ans : 64 millions d'euros en 2018, mais moins de 50 millions en 2022 !

Face aux appels à l'aide, l'homme le plus riche du monde, Bernard Arnault, a fait un don de 10 millions d'euros. À peine 0,005 % de sa fortune personnelle !

D'autres associations rencontrent les mêmes difficultés et doivent restreindre la quantité de denrées dans chaque panier distribué. Un bénévole témoigne dans le *Huffington Post* : « Au lieu de mettre six bouteilles de lait dans un panier, on va en mettre quatre pour pouvoir aider le plus de personnes possible. »

L'inflation touche aussi les étudiants, dont près de quatre sur dix sautent des repas, selon le syndicat étudiant Unef. Et le coût de la vie étudiante pour 2023-2024 est estimé en hausse de 6,5 %.

Signe de toutes ces difficultés, les vols à l'étalage ont fortement progressé, certaines familles n'ayant plus d'autre choix pour se nourrir.

Selon une étude de l'Insee de l'hiver dernier, deux ménages sur trois ont dû changer leurs habitudes de consommation. Cela se traduit notamment par une migration vers les enseignes les moins chères. Beaucoup doivent également baisser leur consommation d'énergie pour tenir. Un ouvrier de la Poste payé au Smic raconte : « En quelques mois, à l'usine, la plupart des collègues ont vu leurs dépenses exploser et leur maigre salaire ne suffit plus. Le plus souvent, dix jours avant la paye, on doit compter chaque euro pour être sûr de ne pas dépasser le découvert autorisé. Et plus le jour de paye se rapproche, plus il faut se priver. Pour certains, il s'agit même de ne plus prendre qu'un repas par jour pour tenir. »

APPRENTIS ET STAGIAIRES : TOUT BÉNÉF POUR LES PATRONS !

Un apprenti de moins de 18 ans touche 27 % du Smic en première année, soit 472 euros brut par mois, et peut espérer 55 % du Smic en troisième année. Difficile de mettre du beurre dans les épinards dans ces conditions. La situation n'est pas plus réjouissante pour les apprentis plus âgés, qui touchent jusqu'à 78 % du Smic entre 21 et 25 ans.

Qui plus est, les employeurs qui embauchent un alternant ont droit à une aide de 6 000 euros en 2023 : aide initiée dans le contexte de la crise sanitaire, qui a fait doubler le nombre d'apprentis en trois ans. On comprend l'attrait des employeurs pour une force de travail quasi gratuite, qu'ils exploitent allégrement !

Dans l'enseignement professionnel, les stages en entreprise sont obligatoires et occupent une place croissante depuis la réforme de l'an dernier. La condition du stagiaire relève d'une convention qui déroge au droit du travail, et les employeurs en sont d'autant plus friands qu'ils n'ont rien à déboursier pour des stages n'excédant pas deux mois consécutifs.



Augmenter les prix et les profits mais surtout pas les salaires ?

Si l'on en croit les dires du gouvernement, ce sont les augmentations de salaires qui alimenteraient l'inflation. Tous les patrons sont donc ligüés pour les éviter. Les banques centrales de la planète relèvent les taux d'intérêt pour décourager les investissements et alimenter volontairement le chômage, afin de faire pression sur les travailleurs qui voudraient revendiquer.

Derrière tout cela, il y a cette idée que la population consommerait trop, faisant grimper les prix sous l'effet de la loi de l'offre et la demande. Un comble quand les classes populaires doivent économiser sur tout pour tenter de joindre les deux bouts ! Loin d'être excessive, la consommation des ménages n'a cessé de dégringoler depuis deux ans sous l'effet de l'inflation et se situe aujourd'hui 5 % en dessous de son niveau d'avant la pandémie.

LA LUTTE DES CLASSES, JUSQUE DANS NOTRE ASSIETTE

Ceux qui décident de la valse des étiquettes, ce sont d'abord les patrons. Ce sont eux qui ont profité des pénuries provoquées par la pandémie puis la guerre en Ukraine pour faire monter les prix dans des secteurs les plus touchés, comme les transports maritimes, la sidérurgie, l'électronique, l'énergie ou la production céréalière. Puis l'ensemble du patronat s'est passé le mot, le coût des matières premières servant de prétexte à accroître ses marges.

L'inflation actuelle est surtout celle des profits des grands groupes, qui battent des records. Le patron de TotalEnergies tente de nous émouvoir sur la vente à perte que le gouvernement voudrait lui

imposer, mais, avec 11,5 milliards de bénéfices net au premier semestre 2023, le groupe est bien loin de vendre ne serait-ce qu'à prix coûtant. Les barons du CAC 40 ont encore augmenté leurs bénéfices de 11 % en début d'année, alors même que les ventes diminuent. La nouvelle stratégie patronale pour maximiser les profits se résume à : vendre moins... mais plus cher !



L'éléphant au milieu de la pièce : les directions syndicales regardent ailleurs !

En France, un mouvement de grèves sur les salaires se poursuit quasiment sans discontinuer depuis la fin du printemps 2021. Ce sont des grèves éparpillées, touchant essentiellement le privé, très souvent à l'occasion des NAO (négociations annuelles obligatoires), rarement à l'échelle d'une entreprise ou d'un groupe entier, et encore moins de branches. Mais, à plusieurs reprises, elles ont été davantage médiatisées en raison du secteur, de la longueur de la grève ou de la détermination des grévistes : débrayages dans les usines PSA-Stellantis en septembre-octobre 2022, grève et mise à l'arrêt de raffineries en octobre 2022, grève des contrôleurs SNCF en décembre 2022, grève des salariés, majoritairement des femmes, de Vertbaudet au printemps 2023, ou journées de grèves et de manifestations inédites à Disneyland Paris en juin 2023...



Il n'y a jamais eu de la part des directions syndicales nationales la moindre tentative pour coordonner ces grèves, des milliers au total très probablement. Beaucoup d'entre elles ont gagné. Certes jamais à la hauteur de ce qu'il faudrait. Mais beaucoup de patrons ont cédé, souvent au bout de quelques jours, sous la forme de revalorisations en pourcentage ou de primes. La peur de l'extension est visiblement là.

Pendant le mouvement des retraites, l'intersyndicale n'a pas

cherché à mettre en parallèle le maintien des pensions et l'urgence de l'augmentation des salaires, alors même que cette vague de grèves se poursuivait et que l'inflation s'emballait. Un tel parallèle aurait mis en lumière ces grèves et encouragé d'autres travailleurs à rejoindre la lutte sur ce terrain.

Pour la journée du 13 octobre, les directions syndicales ont noyé l'urgence autour de cette question du droit de vivre dignement de son salaire dans une multitude de revendications vagues, au détriment de la mobilisation.

Elles ont toutes privilégié la participation à la « conférence sociale » du 16 octobre, sur le thème des « bas salaires, de la revalorisation des carrières et du salaire minimum ». Là, le patronat n'a pas beaucoup à s'inquiéter : c'est juste du théâtre.



LES FAUSSES BONNES IDÉES

>>> POUR MARINE LE PEN, IL S'AGIRAIT DE BAISSER LES TAXES.

La TVA est l'impôt le plus injuste qui soit puisque, pour un produit donné, tout le monde, riche ou pauvre, paye la même taxe. Il s'agit d'un impôt qui pèse bien plus sur les classes populaires que sur les plus riches. Alors, oui, bien sûr, nous sommes pour sa suppression pure et simple.

Mais le RN propose de baisser les taxes... sans imposer davantage les riches pour compenser ! **Cette mesure vise à détourner les travailleurs de la revendication de hausse des salaires qui serait leur seule façon d'avoir prise pour lutter contre la hausse des prix : ce que veut avant tout le RN, c'est préserver les profits des patrons.**

>>> LE GOUVERNEMENT PRÉTEND COMPENSER LA HAUSSE DES PRIX POUR LES PLUS PRÉCAIRES PAR DES « CHÈQUES »... QUI NE COÛTENT RIEN NON PLUS AUX PATRONS. Et que se passera-t-il quand il cessera d'en distribuer ? Même si l'emballement des prix se calmait, ils ne baisseraient pas. On restera alors avec son salaire, sa pension ou son minimum social amoindri par l'inflation passée. **Oui, il faut compenser la hausse des prix, mais durablement. Il nous faut des salaires et revenus suffisants !**

>>> UN CERTAIN NOMBRE D'ENTREPRISES, SOUS LA PRESSION DES SALARIÉS, ONT ACCORDÉ DES PRIMES POUR COMPENSER LA HAUSSE DES PRIX.

Tout ce que l'on arrache aux patrons est bon à prendre, mais cela ne résout pas le problème : les primes sont remises en cause chaque année et, à chaque négociation, on repart sur un salaire dont la base n'a pas bougé. Les nouvelles primes compensent au mieux la nouvelle hausse de l'année en oubliant la perte des années précédentes ! **Ce qu'il faut, ce sont des augmentations de salaire qui rattrapent tout ce qui a été perdu depuis le début de la hausse des prix.**

>>> LE PATRONAT PROPOSE D'AUGMENTER LES SALAIRES EN RÉDUISANT LES COTISATIONS SOCIALES.

Comme si l'argent qui va dans les caisses de la Sécurité sociale ne servait à rien ! Les cotisations dites « patronales » font en réalité partie de notre salaire. Cet argent nous est dû ! Et moins d'argent pour la Sécu, ce sont des soins moins remboursés, des caisses de retraite à la peine, des prestations sociales amoindries. Le peu qui serait gagné sur les salaires serait vite perdu et au-delà. Les seuls gagnants seraient les patrons.

>>> POUR LA GAUCHE DE LA NUPES, IL FAUDRAIT BLOQUER LES PRIX.

C'est tentant... Mais comment vérifier que, pour le même prix, vous n'en avez pas moins ? Il suffit de changer l'emballage, réduire le poids ou la composition du produit ! Les entreprises sont championnes pour cela. Et qui contrôlerait que les patrons respectent la loi et ne la contournent pas de diverses manières ? Encore une fois, nous n'avons que peu de prise sur la fixation des prix, mais **nous pouvons lutter, collectivement, pour des augmentations !**

Travailleurs de tous les pays, unissons nos luttes !

La hausse des prix touche les travailleurs du monde entier, atteignant parfois des sommets comme en Argentine avec 115 % d'inflation sur un an.

Au Royaume-Uni, depuis l'été 2022, face à une inflation dépassant les 10 % annuels, des grèves massives pour des augmentations de salaire ont eu lieu dans les écoles, les universités, les chemins de fer, les hôpitaux et la fonction publique. Les revendications des travailleurs britanniques sont claires : ils veulent des augmentations proches de 10 % et une amélioration significative des services publics. Depuis juillet, le Premier ministre a dû promettre des augmentations de 5 à 7 % dans le public.

Aux États-Unis, plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers de l'automobile des « Big Three » (Ford, General Motors et Stellantis) sont en grève depuis plusieurs semaines pour une augmentation des salaires de 36 % sur quatre ans, la revalorisation des pensions, la baisse du temps de travail, la fin des contrats où les nouveaux embauchés gagnent presque deux fois moins que les autres et l'intégration dans les accords des usines produisant les voitures électriques, jusque-là traitées à part et avec des salaires particulièrement bas.

Comme on le voit, c'est un peu partout que les travailleurs se battent pour les salaires et de meilleures conditions de travail. Une dimension internationale qu'il faut mettre en valeur : si des deux côtés de la Manche et de l'Atlantique les travailleurs affirmaient bien haut qu'ils se battent pour des objectifs communs, cela créerait une belle panique dans le monde patronal et renforcerait le moral de tous les travailleurs !

CE QU'IL NOUS FAUT

>>> HAUSSE GÉNÉRALE D'AU MOINS 400 À 500 EUROS PAR MOIS POUR TOUS LES SALAIRES, PENSIONS ET MINIMA SOCIAUX.

>>> PAS UN REVENU EN DESSOUS DE 2 000 EUROS NET

>>> HAUSSE AUTOMATIQUE DES SALAIRES, PENSIONS ET MINIMA À CHAQUE FOIS QUE LES PRIX AUGMENTENT. IL FAUT QUE LES SALAIRES SUIVENT LE COÛT DE LA VIE ! COMME IL FAUT UNE AUGMENTATION CORRESPONDANT À LA CONSOMMATION RÉELLE DES TRAVAILLEURS, ET QU'ILS SONT LES MIEUX PLACÉS POUR SAVOIR DE COMBIEN LEUR CADDIE A AUGMENTÉ, À EUX DE S'ORGANISER DANS LES ENTREPRISES ET LES QUARTIERS POUR FIXER EUX-MÊMES DE COMBIEN LES SALAIRES DOIVENT AUGMENTER ET À QUEL RYTHME.

OUI AUX AUGMENTATIONS DE SALAIRE, MAIS OUI AUSSI À L'ABOLITION DU SALARIAT !

En nous battant pour des augmentations de salaire, nous affirmons que nous voulons vivre dignement de notre travail. Comme le disaient déjà les ouvrières du textile de la ville américaine de Lawrence, dans le Massachusetts, lors de leur grève de 1912 : « *Nous voulons du pain et des roses !* »

Mais le salariat n'en reste pas moins une relation marchande entre un patron tout-puissant et le prolétaire contraint de vendre sa force de travail contre un salaire qui ne paie pas toute la valeur qu'il a créée, vol qui est le fondement de l'exploitation capitaliste. Une relation dans laquelle,

qui plus est, le travailleur n'a son mot à dire ni sur ce qu'il doit produire, ni comment, pas plus que sur ce qui sera fait du produit de son travail.

Comme en écho à la nécessité de se battre pour « l'abolition du salariat » affirmée par l'Adresse inaugurale de la Première internationale ouvrière, la CGT révolutionnaire du congrès d'Amiens de 1906 affirmait dans sa Charte : « *La CGT groupe [...] tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat.* »

Un combat toujours à l'ordre du jour ! Mais pour lequel il faudra une révolution sociale !

DONNONS-NOUS LES MOYENS D'IMPOSER L'AUGMENTATION GÉNÉRALE DES SALAIRES ET DES REVENUS !

Pris en tenaille entre nos petits salaires et les prix qui augmentent, nous sommes poussés à la « débrouille » individuelle : les uns cumulent deux boulots, les autres courent après les promotions... mais ce sont des solutions illusoire. Si l'on veut vraiment s'en sortir, ce sera collectivement. Les salariés d'un certain nombre d'entreprises se sont battus ces deux dernières années et ont obtenu des primes ou des augmentations : la lutte paie !

UNE LUTTE D'ENSEMBLE

Mais pour obtenir une forte augmentation générale des salaires et des revenus des retraités et chômeurs, il ne suffira pas non plus de luttes menées à l'occasion des NAO ou, plus généralement, entreprise par entreprise. Il faut préparer une mobilisation d'ensemble du monde du travail et de la jeunesse. C'est cela qui fait peur au gouvernement et à la classe dirigeante. Il faut à la

fois mettre en discussion sur nos lieux de travail nos revendications urgentes, et la nécessité de construire un mouvement d'ensemble, de se mettre en lien avec d'autres entreprises.

NOUS DEVONS TOUT CONTRÔLER

Ce que nous arrachons aux capitalistes d'une main, ils le reprennent de l'autre. Les faire reculer, cela veut dire contrôler tout ce qu'ils font, et tant mieux si cela remet en cause leur pouvoir sur la marche de l'économie et de la société dans son ensemble : ouvrir les livres de comptes pour dévoiler toutes les manœuvres qui mènent à l'augmentation des prix et des profits, interdire les licenciements et réquisitionner les entreprises récalcitrantes. En attendant, pour briser le pouvoir des patrons, d'imposer notre propre gouvernement, notre propre pouvoir, celui des travailleuses et des travailleurs.

>>> CONSULTEZ NOTRE SITE WEB
nouveaupartianticapitaliste.fr

